



LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Agréé Association Nationale de la Jeunesse et d'Éducation Populaire

Association à statut consultatif ECOSOC à l'ONU

9 rue Dulcie September - 93400 Saint-Ouen

Tél. 01 40 12 09 12 - Courriel : national@mvtpeix.org

www.mvtpeix.org

DECLARATION

NOUVELLE CALEDONIE – KANAKY :

Le Mouvement de la Paix appelle au retour et à la poursuite du processus de décolonisation

Entamé il y a trente ans après l'issue tragique de la crise calédonienne des années 80, un processus a été mis en place, fondé sur la concertation et le respect mutuel entre les parties.

La situation actuelle qui rappelle les pires moments de 1988 remet brutalement en cause ce processus qui a assuré 30 ans de paix à la Nouvelle Calédonie – Kanaky. Elle est due à l'obstination du président de la République à imposer une loi constitutionnelle transformant le corps électoral de l'île.

Le 13 mai, le Congrès de Nouvelle Calédonie a demandé le retrait du Projet de Loi réformant la Constitution. Il avait déjà dénoncé le maintien d'un référendum en pleine pandémie. L'adoption de la réforme du corps électoral signifierait la fin du processus de décolonisation et romprait avec les engagements de la République Française.

Dans l'immédiat, le Mouvement de la Paix exige le report de la convocation du Congrès destinée à modifier la Constitution et le retrait du Projet de loi.

- Dans un esprit de culture de paix, le Mouvement de la Paix appelle à restaurer le cadre d'un processus fondé sur l'impartialité de l'Etat et sur le dialogue, tel que l'ont respecté tous les présidents de la République depuis 25 ans. Le retour de l'esprit colonialiste, que ce soit pour contrôler des richesses minières comme le nickel ou pour conforter une présence militaire au service d'une stratégie géopolitique, ne peut qu'engendrer la violence. Il est de la responsabilité du Président Macron et du gouvernement de rétablir les voies du dialogue, sans ultimatum, ni coup de force, et dans le respect mutuel des différentes parties et dans le respect des Accords de Nouméa.

Seule une solution politique négociée et consensuelle pourra résoudre la crise et mener le processus de décolonisation à son terme.

Le Conseil National du Mouvement de la Paix

Malakoff, le 18 mai 2024